



DROIT DANS SES BOTTES

La Commission Européenne et les ministres des Finances européens n'ont rien lâché à la Grèce malgré le soutien populaire dont bénéficie le gouvernement grec. Cela fait tristement écho aux déclarations de M Junker (spécialiste de « l'optimisation fiscale ») :



On ne peut s'empêcher de mettre en parallèle le plan d'aide minable (80 milliards d'€) octroyé cette semaine, véritable **aumône concédée au prix de l'humiliation la plus totale des Grecs** avec l'estimation de la fraude fiscale en Europe (2 000 milliards d'€). Et il y a fort à parier que cette « victoire » de la Commission Européenne soit une victoire à la Pyrrhus et que le premier pas vers la désintégration de la zone € vienne d'être franchi. Le rêve d'une Europe démocratique et unie vient de prendre du plomb dans l'aile.

CHAMPIONNAT MONDIAL DE LA DETTE

La Grèce n'est pas le pays le plus endetté au monde, loin de là. Il fait même figure de petit débiteur ! Le podium est occupé par les États-Unis, l'Allemagne et la Grande-Bretagne. La France est au pied du podium.

Chaque Américain est endetté à hauteur de 47 749 dollars, chaque Britannique de 43 014, chaque Français de 38 621. Et chaque Grec de 22 901 dollars...

Pour la dette publique, les États-Unis continuent d'occuper la première place avec plus de 15.210.772.950.820 dollars. **Quinze mille 210 milliards 772 millions 950 mille 820 dollars. Soit 7 fois la dette de la France.** Et nous ne parlons pas de la dette privée.

REVEIL DES PEUPLES VERSUS BCE

« Ils disent au peuple grec : vous avez mal voté. La démocratie, nous l'acceptons quand ce sont toujours les mêmes qui gagnent : ou Coca Cola, ou Pepsi Cola. S'il y a un changement réel, nous n'acceptons pas la démocratie. » **Pablo Iglesias**, leader de Podemos, dimanche 5 juillet à Vigo « Nous leur disons : la Grèce

n'est pas l'Espagne. Nous représentons 13 % du PIB de l'Union Européenne, nous avons un état fort : avec nous, vous allez avoir plus de mal. » Voilà bien ce que craignent les représentant-es de la Troïka : que l'exemple grec de rébellion devant les logiques financières se répande ailleurs. Une autre logique économique est pourtant possible. Une solution au problème européen serait par exemple une transformation de l'objet de la zone euro, en substituant les logiques de solidarité et d'investissement à celles de concurrence et de prédation. Un changement d'orientation pour sortir de l'appauvrissement du plus grand nombre et du démantèlement de l'État et des solidarités sociales. C'est bien le sens de l'appel de la Confédération Européenne des Syndicats (CES).

APPRENTISSAGE A LA DGFIP

Non, ce n'est pas une blague, la DGFIP pour participer au plan gouvernemental de « relance de l'apprentissage » embauche dès le premier septembre des apprentis ! La commande politique « ne pouvant attendre », les directions concernées comme la DISI Ouest se voient obliger de convoquer en plein été des CTL pour avaliser administrativement la mesure. Sur la forme et sur le fond, la CGT s'interroge sur le sens de cette mesure.

LA MONNAIE, OUTIL STRATEGIQUE

La Fédération CGT des Finances a produit un petit document sur le rôle de la monnaie, de l'origine à son actuel phagocytage par la finance, tout en présentant des pistes de travail sur un autre usage possible.

FAILLITE COLLECTIVE

D'après la Banque de France dans ses statistiques de fin mars, près de 64 000 entreprises ont fait faillite en un an. Ce chiffre est en hausse de 0,8 %. S'il recule dans certains secteurs comme l'informatique, le commerce ou l'industrie, il augmente dans la restauration, les activités immobilières ou la construction. Le cocktail gouvernemental mélangeant « politique de l'offre » et austérité généralisée est un échec. À quand d'autres politiques ? La CGT promeut d'autres choix macro économiques, plus justes socialement et sans nul doute, plus efficaces économiquement.

TOUT DOIT DISPARAITRE

Le projet de loi de Finances 2016 annonce **2546 nouvelles suppressions d'emplois aux Finances !** Merci qui ? Ces nouvelles suppressions d'emplois se font au prétexte de la dématérialisation et accompagnent les restructurations de notre administration. Nous étions déjà à l'os, que va-t-il rester au final dans notre administration ? Seule la mobilisation collective pourra stopper l'hémorragie. RDV en septembre !

